

Print

Attaques contre la liberté de presse aux États-Unis et en Europe

De [Nick Barrickman](#)

Global Research, février 23, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/attaques-contre-la-liberte-de-presse-aux-etats-unis-et-en-europe/5433027>



Récemment, Reporters sans frontières a publié son Classement de la liberté de la presse 2015. Le rapport documente une montée de la censure, de la répression et des attaques contre la liberté de la presse. Le rapport, qui classe plus de 180 pays en fonction de leur adhésion aux standards internationaux de la liberté de presse, déclare «la liberté de la presse régresse sur les cinq continents».

Le rapport place les États-Unis au 49e rang, derrière des pays tels que le Burkina Faso, le Nigeria et El Salvador. Les É.-U. ont reculé de trois places depuis l'an dernier et de 32 depuis 2002, alors qu'ils se plaçaient au 17e rang en terme de liberté de la presse.

Le rapport cite le journaliste d'enquête James Risen du *New York Times* qui a résisté aux tentatives du gouvernement de lui faire révéler ses sources journalistiques, disant que le gouvernement des États-Unis est «un État orwellien qui prétend être le plus transparent».

Alors qu'ils brandissent avec hypocrisie le drapeau «des droits de la personne» pour poursuivre leurs objectifs en matière de politique étrangère, les États-Unis se dirigent ouvertement vers des formes dictatoriales de gouvernement. Le rapport fait référence à l'acharnement de l'administration Obama dans sa «guerre à l'information» illustrée dans un nombre record de poursuites contre des journalistes et des lanceurs d'alerte, incluant le soldat Bradley (Chelsea) Manning, l'ancien employé de la NSA, Edward Snowden et le groupe WikiLeaks.

Le rapport note que «pas moins de huit lanceurs d'alertes... ont été accusés en vertu de la loi sur l'espionnage sous les deux mandats de l'administration Obama, comparativement à seulement trois sous toutes les autres administrations depuis l'adoption de la loi en 1917».

Le rapport note également l'arrestation par les forces de l'ordre américaines d'une douzaine de journalistes durant les manifestations pacifiques l'an dernier contre la violence policière à Ferguson au Missouri.

Pendant ce temps, les régions bombardée ou envahie par les É.-U., supposément pour défendre la démocratie et la liberté, ont connu un déclin désastreux de la liberté de presse. Produire un reportage est considéré comme «un acte héroïque» en Libye par exemple, où l'État islamique règne depuis le renversement du général Mouammar Kadhafi par les forces de l'OTAN. Dans les mêmes circonstances, la Syrie et l'Irak sont tombés au bas de la liste après le massacre de journalistes capturés par l'État islamique.

De toutes les régions du globe analysées dans le rapport, l'Europe est de loin la région ayant connu la plus importante augmentation relative des attaques contre la liberté de presse entre 2014 et 2015. La France (38e), la Grande-Bretagne (34e), et plusieurs autres proche alliés des É.-U. dans la «guerre contre le terrorisme» ont vu leur position plonger au cours des dernières années.

Dans la section «L'érosion du modèle européen», le rapport note que «L'UE semble être envahie par un certain désir de la part de certains pays membres de faire des compromis sur la

liberté d'information.»

Le rapport documente également la montée de l'extrême droite à travers l'Europe. En France, le parti néofasciste du Front national de Marine Le Pen, de plus en plus légitimé par l'establishment politique, a adopté une stratégie médiatique visant à «attaquer les journalistes», et est connu pour ses attaques physiques visant les journalistes lors de ses manifestations.

Le rapport fait référence à un nombre de «trous noirs» informationnels, c'est-à-dire des régions où «l'information indépendante n'existe tout simplement pas». C'est sans surprise que plusieurs États clients clés de l'impérialisme américain se retrouvent dans le dernier tiers de la liste. Le Bahreïn et l'Arabie saoudite (163e et 164e), principaux alliés des États-Unis au Moyen-Orient, font partie de cette catégorie.

Malgré les révélations accablantes de ces attaques contre la liberté de presse aux É.-U., le rapport, dans une large mesure, ménage les É.-U., tout en condamnant de manière disproportionnée les gouvernements que les É.-U. cherchent à renverser ou à déstabiliser au nom des «droits de l'homme». Il dénonce «la propagande russe» dans le conflit ukrainien et cherche à tracer une démarcation claire entre les États-Unis et les «régimes autoritaires».

Malgré ses faiblesses, le rapport présente un acte d'accusation accablant contre les prétentions hypocrites des É.-U. et des autres puissances impérialistes qui bombardent, occupent et déstabilisent d'autres pays au nom des «droits de l'homme», pendant qu'ils emprisonnent, brutalisent et intimident les lanceurs d'alertes et les journalistes dans leur propre pays.

Nick Barrickman

Article, [WSWS](#), paru d'abord en anglais le 17 février 2015

Copyright © 2015 Global Research